
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 DÉCEMBRE 1911.

Projet de loi modifiant la loi sur le Gouvernement du Congo belge (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. TIBBAUT,

MESSIEURS,

Le projet de loi soumis à nos délibérations modifie la loi du 18 août 1908 sur le gouvernement du Congo belge.

La charte coloniale commence à subir l'épreuve de l'expérience. Le contact des faits montre les lacunes et les erreurs. Les formules de législation positive doivent nécessairement suivre l'évolution de la colonie.

L'article premier du projet de loi comportait des modifications aux articles 6, 10, 12, 15 et 18 de la loi.

Nous examinerons successivement chacune des modifications proposées.

L'échange de vues au sein de la Commission spéciale a amené d'un commun accord la suppression de l'article 2 du projet de loi qui soumettait la mise en vigueur de la loi à un délai spécial; la règle générale suffit.

Modification à l'article 6.

L'article 6 de la charte coloniale crée une commission permanente de sept membres chargés de veiller, sur tout le territoire de la colonie, à la protection des indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence.

Cette commission est présidée par le procureur général; les autres membres sont nommés par le Roi parmi les personnes résidant sur le territoire de la colonie qui, par la nature de leurs fonctions ou occupations, paraissent spécialement qualifiées pour accomplir cette mission.

Jusqu'ici les membres étaient des fonctionnaires et des missionnaires.

(1) Projet de loi, n° 16.

(2) La Commission, présidée par M. De Lantsheere, était composée de MM. Mechelynck, Tibbaut, Vandervelde, Van Limbrug Stirum.

Le projet de loi proposait de porter le nombre des membres de 7 à 9, et M. le Ministre exprimait l'intention de choisir les deux nouveaux membres parmi les commerçants.

On a été unanime, au sein de votre Commission spéciale, pour approuver le but poursuivi. La Chambre a pris connaissance des rapports annuels que, conformément à la loi, la Commission vient de publier; elle y a trouvé un programme social, qui, s'il peut être discuté, n'en est pas moins digne de notre examen; c'est la voix d'Afrique qui s'impose à toute notre attention.

Il est logique de faire de cette Commission l'organe autorisé des principaux agents qui concourent à l'œuvre coloniale; les colons et les commerçants y trouvent leur place naturelle à côté des fonctionnaires et des missionnaires; et il faut espérer qu'un jour des chefs et des commerçants indigènes siègeront à côté des blancs.

Au cours de l'échange de vues qui s'est produit au sein de la Commission, plusieurs questions ont été posées. Pourquoi enfermer d'avance cette Commission dans des limites législatives étroites? Ne vaut-il pas mieux laisser au pouvoir exécutif plus de latitude pour la composer suivant les circonstances et les éléments variables dont il dispose sur place?

Pourquoi aussi se contenter d'un organisme dont l'action embrasse les régions du Congo les plus dissemblables et les plus éloignées les unes des autres? Pourquoi ne pas laisser agir la Commission par un système de sections s'adaptant mieux à des régions dont les intérêts sont similaires, et dont les représentants peuvent se réunir plus aisément?

Pour réaliser ces desiderata il a été proposé, d'accord avec M. le Ministre, de laisser au Roi le droit de fixer le nombre des membres de la Commission, de diviser la Commission en sous-commissions et de faire, à cet effet, des règlements organiques.

Un membre se demande si le gouverneur général n'a pas un rôle trop effacé, soit dans la désignation des membres, soit dans le fonctionnement de l'organisme. Il doit être le pivot de toute l'administration africaine, et il semble déraisonnable de le priver de toute intervention dans une institution qui doit faire entendre sa voix en Europe et qui doit, par ses vœux, inspirer la direction de l'œuvre coloniale. C'est au gouverneur général à assurer l'unité dans l'action administrative; et il devrait intervenir activement dans un organisme dont la mission touche si intimement à l'orientation de l'œuvre coloniale.

Des membres ont objecté que la Commission de la protection des indigènes est plutôt un organe de contrôle qu'un organe de collaboration et doit pouvoir agir en dehors des pouvoirs dont la gestion est contrôlée.

La disposition a été adoptée à l'unanimité des voix sous les réserves ci-dessus.

Modification à l'article 10.

Aucune taxe douanière, aucun impôt, aucune exemption d'impôt ne peuvent être établis que par décret; mais ces décrets n'entrent en vigueur qu'avec la loi budgétaire qui en fait la première application.

Il résulte des explications données par M. le Ministre que le retard légal apporté à la mise en vigueur est très préjudiciable, surtout au Katanga, où, les mouvements brusques de la vie économique exigent plus de liberté pour l'autorité locale investie de la délégation du pouvoir législatif. L'autorité doit pouvoir intervenir immédiatement par voie fiscale lorsque les circonstances l'exigent. Ainsi le recrutement des travailleurs donne lieu à de graves abus; il faut pouvoir écarter les recruteurs peu sérieux en les soumettant à un droit de licence; et la mesure perdrait son efficacité si elle devait attendre la promulgation de la loi budgétaire.

Le Gouvernement propose de supprimer ce retard imposé à la mise en vigueur.

Le projet a été adopté par 3 voix et deux abstentions.

Modification à l'article 12.

L'article 12 de la charte coloniale, dans son alinéa 2, dispose que quatre mois au moins avant l'ouverture de l'exercice, le projet de budget est imprimé et distribué aux membres des Chambres législatives par les soins du ministre des colonies.

L'expérience a démontré que cette disposition n'est pas heureuse. La distance et les difficultés de communications exigent beaucoup de temps pour réunir les propositions nécessaires à la confection des budgets et pour les harmoniser avec les dispositions budgétaires intéressant l'administration métropolitaine.

Il est logique de retarder la date extrême de la distribution du projet de budget. La Commission spéciale a approuvé à l'unanimité la date du 31 octobre.

Des membres, cherchant ailleurs la cause des difficultés, estiment que la date fixée par la loi pour le commencement de l'exercice budgétaire est peu conforme aux nécessités pratiques de l'administration. Ils appellent sur cette réforme l'attention du Gouvernement et du Parlement.

Modification à l'article 15.

Aux termes du second alinéa de l'article 15 de la charte coloniale, toute concession de biens domaniaux excédant dix hectares d'étendue doit être consentie par décret.

Le Gouvernement proposait de porter la limitation de dix à cent hectares.

La Commission a été unanime pour approuver le but de la modification, mais le texte proposé, outre qu'il était encore trop étroit, avait le grave défaut de ne pas tenir compte de la valeur des terres concédées.

Un terrain urbain de petite superficie peut avoir une grande valeur à raison de sa destination spéciale et il peut être l'objet de vives compétitions, le nombre de lots étant forcément limité.

Les terres situées loin de tout centre habité n'ont guère de valeur intrinsèque; elles ne solliciteront les colons que lorsqu'elles disposeront d'accès et lorsque la vie agricole aura été orientée dans une voie sûre par des expériences multiples.

Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer ici que suivant l'avis général des hommes compétents, il faut de 10 à 15 hectares pour nourrir une tête de bétail; aussi le Gouvernement semble-t-il bien convaincu aujourd'hui de la nécessité d'offrir toutes sortes d'avantages directs et indirects à ceux qui veulent bien faire des essais d'exploitations agricoles dans la colonie.

Ces considérations ont suggéré un amendement transactionnel soumettant à la formalité du décret la cession ou la concession de plus de 10 hectares de terres situées dans le périmètre des circonscriptions urbaines, la cession ou la concession de plus de 500 hectares de terres situées hors de ce périmètre, ainsi que la cession ou la concession de plus de 10 hectares de terres lorsque la cession ou la concession est faite à titre gratuit.

De plus, cet amendement dispose que, pour calculer les maxima ci-dessus, il n'est pas tenu compte des cessions ou concessions que le même bénéficiaire possède déjà lorsque ces cessions ou concessions de biens domaniaux sont faites à titre onéreux aux conditions générales et suivant le tarif prévu par les règlements sur la vente et la location des terres, et pourvu qu'elles ne dépassent pas deux hectares.

Cette dernière disposition ne peut guère donner lieu à des abus à raison des conditions étroites auxquelles elle est subordonnée; elle permettra à un concessionnaire de se créer éventuellement une habitation ou une succursale dans des endroits où son commerce ou son industrie peuvent l'attirer.

Modification à l'article 18.

Le gouvernement proposait un ensemble de dispositions touchant à la suppression, à la révocation et au déplacement des magistrats.

La Commission a fait remarquer que ces dispositions constituaient une réforme importante dont on pourrait mieux apprécier la portée après la publication du décret de réorganisation judiciaire en voie d'élaboration. Le gouvernement a retiré ces dispositions du projet de loi, et il n'a retenu que la disposition qui permet au Roi de nommer définitivement un magistrat sans, au préalable, le désigner à titre provisoire; un décret déterminera les cas d'application. Cette disposition doit favoriser le recrutement des magistrats.

Le Rapporteur,

EM. TIBBAUT.

Le Président,

L. DE LANTSHEERE.



Texte du projet de loi
et
texte proposé par la Commission.

Texte du projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi sur le Gouvernement du Congo Belge :

Art. 6. — Le premier alinéa et la première phrase du deuxième alinéa sont remplacés comme suit :

Il est institué une commission permanente de neuf membres chargée de veiller sur tout le territoire de la Colonie à la protection des indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence.

La commission est présidée par le procureur général près le tribunal d'Appel de la capitale.

Tekst van het wetsontwerp.

ARTIKEL 1.

De volgende wijzigingen worden gebracht in de wet op Beheer van den Belgischen Congo.

Art. 6. — Het eerste lid en de eerste zin van het tweede lid worden vervangen zooals volgt :

Er wordt eene bestendige commissie van negen leden ingesteld, belast, over het geheel grondgebied der Kolonie, te zorgen voor de bescherming der inboorlingen en de verbetering van hunne zedelijke en stoffelijke levensvoorwaarden.

De commissie wordt voorgezeten door den procureur-generaal bij de Rechtbank van beroep van de hoofdstad.

Texte proposé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi sur le Gouvernement du Congo belge :

Art. 6. — Cet article est remplacé comme suit :

Il est institué une commission permanente chargée de veiller sur tout le territoire de la colonie à la protection des indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence.

Le Roi fixe le nombre des membres de la Commission : il en arrête le règlement organique.

La commission est présidée par le procureur général près le tribunal d'appel de la capitale. Les autres membres sont nommés par le Roi parmi les personnes résidant sur le territoire de la colonie qui, par la nature de leurs fonctions ou occupations, paraissent spécialement qualifiées pour accomplir cette mission protectrice. La commission nomme son secrétaire dans son sein.

Elle se réunit au moins une fois chaque année; son président la convoque.

Le Roi peut diviser la Commission en sous-commissions dont il arrête le règlement organique.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ARTIKEL 1.

De volgende wijzigingen worden gebracht in de wet op het Beheer van den Belgischen Congo :

Art. 6. — Dit artikel wordt vervangen zooals volgt :

Er wordt eene bestendige commissie ingesteld, belast, over het geheele grondgebied der Kolonie, te zorgen voor de bescherming der inboorlingen en de verbetering van hunne zedelijke en stoffelijke levensvoorwaarden.

De Koning bepaalt het getal leden der Commissie : dezer organische verordening wordt door Hem vastgesteld.

De Commissie wordt voorgezeten door den procureur-generaal bij de Rechtbank van beroep der hoofdstad. De overige leden worden door den Koning benoemd onder de personen, op het grondgebied der Kolonie verblijvende, die door den aard van hun ambt of van hunne bezigheid bijzonder geschikt schijnen om deze taak van bescherming te vervullen. De Commissie benoemt haren secretaris uit hare leden.

Zij vergadert ten minste eenmaal 's jaars; zij wordt bijeengeroepen door haren voorzitter.

De Koning kan de Commissie splitsen in sub-commissiën, welker organische verordening door Hem wordt vastgesteld.

Texte du projet de loi.

Tous les ans, la Commission adresse au Roi un rapport collectif sur les mesures à prendre en faveur des indigènes. Ce rapport est publié.

Les membres de la commission dénoncent, même individuellement aux officiers du ministère public, les abus et illégalités dont seraient victimes les indigènes.

Art. 10. — Le premier alinéa est remplacé comme suit :

Aucune taxe douanière, aucun impôt ni aucune exemption d'impôt ne peuvent être établis que par décret.

Art. 12. — Le deuxième alinéa est remplacé comme suit :

Le projet de budget est imprimé et, au plus tard, le 31 octobre de chaque année, distribué aux membres des Chambres législatives par les soins du Ministère des Colonies.

Art. 15. — Le deuxième alinéa est remplacé comme suit :

En attendant, toute concession de chemins de fer ou de mines, toute cession ou concession, pour quelque durée que ce soit, de biens domaniaux d'une superficie excédant cent hectares, est consentie ou autorisée par décret.

Tekst van het wetsontwerp.

Telken jare zendt de Commissie aan den Koning een algemeen verslag over de maatregelen, ten bate van de inboorlingen te nemen. Dit verslag wordt openbaar gemaakt.

De leden van de Commissie doen, zelfs persoonlijk, bij de ambtenaren van het Openbaar ministerie aangifte van de misbruiken en onwetigheden waarvan de inboorlingen het slachtoffer mochten zijn.

Art. 10. — Het eerste lid wordt vervangen zooals volgt :

Geen tolrecht of belasting mag ingevoerd, noch eenige vrijstelling van belasting verleend worden, tenzij bij een decreet.

Art. 12. — Het tweede lid wordt vervangen zooals volgt :

Het ontwerp der begrooting wordt gedrukt en, uiterlijk den 31 October van ieder jaar, aan de leden van de Wetgevende Kamers rondgedeeld, door de zorgen van het Ministerie van Koloniën.

Art. 15. — Het tweede lid wordt vervangen zooals volgt :

Inmiddels wordt bij decreet toestemming of machtiging verleend tot elke spoorweg- of mijnconcessie, tot elken afstand of concessie, voor welken duur ook, van domeingoeederen met eene oppervlakte van meer dan honderd hectaren.

Texte proposé par la Commission.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ART. 10. — Comme au projet.

Art. 10. — Zooals in het ontwerp.

ART. 12. — Comme au projet.

Art. 12. — Zooals in het ontwerp.

ART. 15. — *Cet article est remplacé comme suit :*

Une loi spéciale déterminera les règles relatives aux concessions de chemins de fer et de mines, aux cessions et aux concessions de biens domaniaux.

En attendant, les cessions et concessions sont régies par les règles suivantes :

Toute concession de chemins de fer ou de mines, est consentie par décret.

Les cessions ou concessions, pour quelque durée que ce soit, de biens domaniaux sont consenties et autorisées par décret :

Art. 15. — *Dit artikel wordt vervangen zooals volgt :*

Eene bijzondere wet bepaalt de regelen betreffende de concessie van spoorwegen en van mijnen, alsmede die betreffende den afstand en de concessie van domeingoederen.

Inmiddels, worden afstanden concessiën beheerscht door de volgende regelen :

Bij decreet wordt toestemming verleend tot elke spoorweg- of mijnconcessie.

Bij decreet worden toestemming en machtiging verleend tot afstand of concessie, voor welken duur ook, van domeingoederen :

Texte du projet de loi.
—

Tekst van het wetsontwerp.
—

Texte proposé par la Commission.

a) *Si les biens, situés dans le périmètre des circonscriptions déclarées urbaines par le Gouverneur général, ont une superficie de plus de 10 hectares ;*

b) *Si les biens, situés hors de ce périmètre, ont une superficie de plus de 500 hectares ;*

c) *Si la cession ou la concession a une superficie de plus de 10 hectares et est faite à titre gratuit.*

Seront déposés, avec toutes les pièces justificatives, pendant trente jours de session, sur les bureaux des deux Chambres tous projets de décret portant :

a) Concession de chemins de fer, de mines, minières ou alluvions aurifères ;

b) Cession d'immeubles domaniaux d'une superficie excédant 10,000 hectares ;

c) Concession de la jouissance d'immeubles domaniaux si la superficie excède 25,000 hectares et si la concession est consentie pour plus de trente ans.

Pour déterminer le maximum de superficie prévu aux alinéas qui précèdent, il est tenu compte des cessions ou concessions de biens domaniaux dont le concessionnaire ou le cessionnaire a bénéficié antérieurement.

Toutefois cette disposition ne s'applique pas aux cessions et aux concessions de biens domaniaux faits à titre onéreux aux conditions générales et suivant le tarif prévu par les règlements sur la vente et la location des terres, pourvu qu'elles ne dépassent pas deux hectares.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

a) *Indien de goederen, gelegen binnen den omtrek van de omschrijvingen, die stedelijk zijn verklaard door den Gouverneur-generaal, eene oppervlakte van meer dan 10 hectaren hebben ;*

b) *Indien de goederen, buiten dien omtrek gelegen, eene oppervlakte van meer dan 500 hectaren hebben ;*

c) *Indien de afstand of de concessie eene oppervlakte van meer dan 10 hectaren heeft en voor niet is geschied.*

Gedurende dertig dagen van het zittingsjaar worden, met al de stukken tot staving, op het bureel van de beide Kamers neergelegd alle ontwerpen van decreten houdende :

a) Concessie van spoorwegen, mijnen, graverijen of goudhoudende aanslibbingen ;

b) Afstand van domeingoederen met eene oppervlakte van meer dan 10,000 hectaren ;

c) Concessie van het genot van domeingoederen, indien de oppervlakte daarvan 25,000 hectaren te boven gaat en indien de concessie voor meer dan dertig jaren is verleend.

Tot bepaling van het maximum van oppervlakte bij de voorgaande alinea's voorzien, wordt rekening gehouden met den afstand of de concessie van domeingoederen, vroeger aan den verkrijger of aan den concessionaris verleend.

Evenwel is deze bepaling niet van toepassing op den afstand en de concessie van domeingoederen, ten bezwarenden titel gedaan onder de algemeene voorwaarden en volgens het tarief voorzien bij de verordeningen op het verkoopen en het verhuren van gronden, mits zij twee hectaren niet te boven gaan.

Art. 18. — Cet article est remplacé comme suit :

Après avoir été désignés provisoirement pour une période dont la durée ne peut excéder trois ans, les magistrats de carrière sont nommés définitivement par le Roi pour un terme de dix ans.

Toutefois, dans les cas prévus par décret, ils peuvent être nommés définitivement par le Roi sans avoir été désignés à titre provisoire.

Le Roi a le droit de suspendre et de révoquer le procureur général près le tribunal d'Appel.

Il ne peut suspendre ou révoquer les autres magistrats de carrière définitivement nommés que sur la proposition du procureur général, pour les causes prévues par décret et de l'avis conforme du tribunal d'Appel. A l'expiration de leur terme de dix ans, les magistrats de carrière sont admis à la pension.

A l'exception des magistrats du parquet et des magistrats-suppléants autres que les juges - suppléants d'Appel, les magistrats de carrière définitivement nommés ne peuvent plus être déplacés sans leur consentement que pour des besoins urgents et par mesure provisoire. Dans tous les cas de déplacement, les magistrats de carrière définitivement

Art. 18. — Dit artikel wordt vervangen zooals volgt :

Na voorloopig te zijn aangewezen voor een tijdperk van ten hoogste drie jaren, worden de eigenlijke magistraten door den Koning voorgoed benoemd voor een termijn van tien jaren.

Evenwel, in de gevallen bij decreet voorzien, kunnen zij door den Koning voorgoed benoemd worden zonder voorloopig te zijn aangewezen.

Aan den Koning behoort het recht, den procureur-generaal bij de Rechtbank van beroep te schorsen en te ontslaan.

De overige eigenlijke magistraten, voorgoed benoemd, mag hij slechts schorsen of ontslaan op voordracht van den procureur-generaal en wel om de redenen bij decreet voorzien en op eensluidend advies der rechtbank van beroep. Na afloop van hunnen diensttijd van tien jaren worden de eigenlijke magistraten tot het pensioen toegelaten.

Met uitzondering der magistraten van het parket en der plaatsvervangende magistraten behalve de plaatsvervangende rechters van beroep, mogen de eigenlijke magistraten, voorgoed benoemd, niet worden verplaatst zonder hunne toestemming, tenzij het dringend noodig is en bij wijze van voorloopigen maatregel. In alle gevallen van

Texte proposé par la Commission.

Tout acte accordant une concession la limitera à un temps déterminé, renfermera une clause de rachat et mentionnera les cas de déchéance.

Art. 18. — La disposition suivante est insérée après l'alinéa 1 :

Toutefois, dans les cas prévus par décret, ils peuvent être nommés définitivement par le Roi sans avoir été désignés à titre provisoire.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

Elke akte, houdende verleen^{ing} van eene concessie, beperkt deze tot een bepaalden tijd, behelst een beding van naasting en duidt de gevallen aan, waarin zij vervalt.

Art. 18. — Na de eerste alinea wordt de volgende bepaling opgenomen :

Evenwel, in de gevallen bij decreet voorzien, kunnen zij door den Koning voorgoed benoemd worden zonder voorloopig te zijn aangewezen.

Texte du projet de loi.

nommés reçoivent un traitement au moins équivalent à celui qui était attaché à leurs anciennes fonctions.

Les traitements, congés et pensions sont fixés par décret.

ART. 2.

La présente loi entrera en vigueur, en Belgique et au Congo Belge, le quatre-vingt-dixième jour après celui de sa publication au *Moniteur*.

Tekst van het wetsontwerp.

verplaatsing, ontvangen de eigenlijke magistraten, voorgoed benoemd teene jaarwedde ten minste gelijkstaande met die, aan hun vroeger ambt verbonden.

De jaarwedden, verloven en pensioenen worden bij decreet vastgesteld.

ART. 2.

Deze wet zal in België en in den Belgischen Congo in werking treden den negentigsten dag na dezen waarop zij door den *Moniteur* werd bekend gemaakt.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 2.

Comme au projet.

ART. 2.

Zooals in het ontwerp.

(16)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 DECEMBER 1911.

Ontwerp van wet tot wijziging der wet op het Beheer van den Belgischen Congo⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER TIBBAUT.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, waarover wij moeten beraadslagen, wijzigd de wet van 18 Augustus 1908 op het Beheer van den Belgischen Congo.

Voor de Koloniale Grondwet doet de invloed van de ondervinding zich reeds gelden. Uit de werkelijke feiten blijkt welke hare leemten en misvattingen zijn. De teksten der positieve wetten moeten noodzakelijkerwijs den ontwikkelingsgang van de kolonie volgen.

Het eerste artikel van het wetsontwerp bracht wijzigingen in de artikelen 6, 10, 12, 15 en 18 der wet.

Wij zullen elke voorgestelde wijziging achtereenvolgens onderzoeken.

Na beraadslaging was de Bijzondere Commissie het eens om artikel 2 van het wetsontwerp, krachtens hetwelk de wet op een bijzonder tijdstip in werking moest treden, weg te laten; de algemeene regel volstaat.

Wijziging in artikel 6.

Krachtens artikel 6 der Koloniale Grondwet « wordt eene bestendige » commissie van zeven leden ingesteld, belast, over het geheele grondgebied der Kolonie, te zorgen voor de bescherming der inboorlingen en » de verbetering van hunne zedelijke en stoffelijke levensvoorwaarden. »

Deze commissie wordt voorgezeten door den Procureur-generaal; de overige leden worden door den Koning benoemd onder de personen die op het grondgebied der Kolonie verblijven en door den aard van hun ambt of van hunne bezigheid bijzonder bevoegd schijnen om deze zending te vervullen.

(1) Wetsontwerp, n° 16.

(2) De Commissie bestond uit de heeren De Lantsheere, voorzitter, Mechelynck, Tibbaut, Vandervelde, van Limburg Stirum.

Tot nu toe waren deze leden ambtenaren en missionarissen.

Het wetsontwerp stelde voor, het getal leden te brengen van 7 tot op 9, en de Minister drukte het inzicht uit, de twee nieuwe leden te kiezen onder de handelaars.

Uwe Bijzondere Commissie was het eens om het beoogde doel goed te keuren. De jaarlijksche verslagen welke, volgens de wet, door de Commissie werden opgemaakt, werden aan de Kamer medegedeeld; deze vond daarin een sociaal programma dat, indien het tot bespreking kan aanleiding geven, niettemin waardig is, door ons onderzocht te worden. 't Is de stem van Afrika die gansch onze aandacht vereischt.

Het is logisch dat die Commissie optrede als de gezaghebbende tolk van de voornaamste agenten die aan het werk der kolonisatie hunne medehulp verleenen; de kolonisten en de handelaars zijn er natuurlijkerwijze op hunne plaats benevens de ambtenaren en de missionarissen; ook moet men hopen dat, eensdaags, inlandsche hoofden en handelaars benevens de blanken zitting zullen hebben.

In den loop van de behandeling in de Commissie kwamen verscheidene vragen te berde. Waarom wil men deze Commissie bij voorbaat insluiten binnen de enge grenzen eener wet? Is het niet beter, aan de uitvoerende macht meer vrijheid te laten om ze samen te stellen naar gelang van de omstandigheden en van de veranderlijke krachten waarover zij ter plaatse beschikt?

Waarom ook stelt men zich tevreden met eene instelling, waarvan de werking zich uitstrekt tot de meest verschillende en van elkander meest verwijderde streken van den Congo? Waarom laat men de Commissie niet handelen door middel van een stelsel van afdelingen, die zich beter aanpassen aan de streken welke gelijkaardige belangen hebben en waarvan de vertegenwoordigers gemakkelijker kunnen bijeenkomen?

Ter verwezenlijking van deze wenschen werd er, in overeenstemming met den Minister, voorgesteld, aan den Koning het recht toe te kennen om het getal leden der Commissie vast te stellen, om de Commissie te verdeelen in ondercommissiën en, te dien einde, organische reglementen te maken.

Een lid vraagt, of de rol van den Gouverneur-generaal niet al te onbeduidend is, waar het betreft het aanwijzen van de leden of de werking van de instelling. Gansch het Afrikaansch beheer moet op hem berusten; daarom schijnt het onredelijk, hem elke tusschenkomst te ontfangen in eene instelling welke hare stem in Europa moet doen hooren en, door hare wenschen, het koloniaal bestuur moet richten. 't Is de taak van den Gouverneur-generaal, de eenheid in de werking van het beheer te verzekeren; hij zou op werkdadige wijze moeten optreden in eene instelling waarvan de zending zoo nauw in verband staat met de richting van het koloniaal werk.

Door sommige leden werd aangemerkt dat de Commissie tot bescherming der inboorlingen veeleer eene inrichting tot contrôle is dan eene inrichting tot medewerking en dat zij moet kunnen handelend optreden, onafhankelijk van de machten waarvan het beheer aan contrôle is onderworpen.

Mits bovengemelde voorbehoudingen werd de bepaling met algemeene stemmen aangenomen.

Wijziging in artikel 10.

« Geen tolrecht of belasting mag ingevoerd, noch eenige vrijstelling van » belasting verleend worden, tenzij bij een decreet; doch het decreet treedt » in werking terzelfder tijd als de begrootingswet die het voor de eerste » maal toepast. »

Uit de verklaringen van den Minister blijkt, dat de latere in werkingtreding, krachtens de wet, zeer nadeelig is, vooral in Katanga, waar de plotselinge veranderingen in het economische leven meer vrijheid vergen voor de plaatselijke overheid, welke in 't bezit is van de opdracht der wetgevende macht. Wanneer de omstandigheden zulks vereischen, moet de overheid onmiddellijk kunnen optreden door middel van den fiscus. Het aanwerven van de arbeiders, bijvoorbeeld, geeft aanleiding tot groote misbruiken; men moet de weinig ernstige aanwervers kunnen verwijderen door ze aan een vergunningsrecht te onderwerpen. Deze maatregel zou niet meer doelmatig zijn, moest men daartoe het afkondigen van de begrootingswet afwachten.

De Regeering stelt voor, deze vertraging, bepaald voor het in werking treden, te doen vervallen.

Met drie stemmen vóór en twee onthoudingen werd het ontwerp goedgekeurd.

Wijziging in artikel 12.

Het 2^{de} lid van artikel 12 der Koloniale Grondwet bepaalt dat « ten minste » vier maanden vóór de opening van het dienstjaar, het ontwerp van » begrooting wordt gedrukt en aan de leden van de Wetgevende Kamers » rondgedeeld, door de zorgen van het Ministerie van Koloniën ».

Uit de ondervinding is gebleken dat deze bepaling niet gelukkig is. Uit hoofde van den afstand en van de moeilijke verkeersmiddelen is er veel tijd noodig om de voorstellen te vereenigen, welke zijn vereischt tot het opmaken van de begrootingen, en om ze te doen overeenstemmen met de begrootingsbepalingen welke het beheer in het Moederland aanbelangen.

Het is logisch dat de uiterste datum, waarop men het begrootingsontwerp dient rond te deelen, later worde bepaald. Met algemeene stemmen nam de Bijzondere Commissie den datum van 31 October aan.

Leden, die de oorzaak van de moeilijkheden elders zoeken, zijn van gevoelen dat de datum, door de wet bepaald voor het begin van het begrootingsjaar, weinig overeenstemt met de practische noodwendigheden van het Beheer. Op deze hervorming vestigen wij de aandacht van de Regeering en van het Parlement.

Wijziging in artikel 15.

Naar luid van het tweede lid van artikel 15 der Koloniale Grondwet, moet bij decreet toestemming worden verleend voor elke concessie van domeingoederen van meer dan tien hectaren.

De Regeering stelde voor, het getal hectaren te brengen van tien tot op honderd.

De Commissie was het eens om het doel der wijziging goed te keuren, doch de voorgestelde tekst, behalve dat hij niet ruim genoeg was, leverde het groot bezwaar op, de waarde der in concessie gegeven gronden niet in aanmerking te nemen.

Een grond van geringe oppervlakte in de stad kan eene groote waarde hebben wegens zijne bijzondere bestemming en talrijke liefhebbers kunnen zich voordoen, aangezien het aantal kavels noodzakelijkerwijs beperkt is.

De gronden, ver van elk bewoond midden gelegen, bezitten geene wezenlijke waarde; zij zullen dan alleen de kolonisten aantrekken wanneer zij gemakkelijk toegankelijk zijn en wanneer het landbouwbedrijf op goeden weg zal gebracht zijn door talrijke proefnemingen.

Het is niet van belang ontbloot, hier aan te merken dat, volgens het algemeen gevoelen van bevoegde mannen, 10 tot 15 hectaren noodig zijn om één stuk vee te voeden. Ook schijnt de Regeering thans er goed van overtuigd te zijn, dat het noodzakelijk is allerhande rechtstreeksche en onrechtstreeksche voordeelen te verleenen aan hen die zich in de kolonie willen toeleppen op proeven van landbouwtgunning.

Deze beschouwingen gaven aanleiding tot een overgangsamendement waarbij aan de formaliteit van een decreet onderworpen zijn : de afstand of de concessie van meer dan 10 hectaren grond gelegen binnen den omtrek van stedelijke omschrijvingen, de afstand of de concessie van meer dan 500 hectaren grond buiten dien omtrek gelegen, alsmede de afstand of de concessie van meer dan 10 hectaren grond, indien de afstand of de concessie voor niet is geschied.

Daarenboven wordt door dit amendement bepaald dat, om bovengemelde maxima te berekenen, er niet rekening wordt gehouden met den afstand of de concessie van goederen welke dezelfde verkrijger reeds bezit, wanneer deze afstand of concessie van domeingoederen ten bezwarenden titel werden gedaan onder de algemeene voorwaarden en volgens het tarief voorzien bij de verordeningen op den verkoop en de verhuring van gronden, mits zij twee hectaren niet te boven gaan.

Deze laatste bepaling kan maar wei ig aanleiding geven tot misbruiken, en wel uit hoofde van de enge voorwaarden waaraan zij is onderworpen; een concessionaris zal daardoor, bij voorkomend geval, eene woning of eene filiaal kunnen oprichten in plaatsen waar hij wenscht zich te vestigen voor zijnen handel of zijn bedrijf.

Wijziging in artikel 18.

De Regeering stelde een reeks van bepalingen voor betreffende het schorsen, het ontslaan of het verplaatsen van de magistraten.

Door de Commissie werd aangemerkt dat deze bepalingen eene belangrijke hervorming uitmaken, waarvan men de beteekenis beter zou kunnen

nagaan na het uitvaardigen van het decreet tot rechterlijke hervorming, dat voorbereid wordt. De Regeering heeft deze bepalingen van het wetsontwerp ingetrokken en enkel gehandhaafd de bepaling waarbij de Koning wordt gemachtigd om een magistraat voor goed te benoemen zonder hem, vooraf, voorloopig aan te wijzen; de gevallen van toepassing zullen bij decreet worden bepaald. De aanwerving der magistraten moet door deze bepaling bevorderd worden.

De Verslaggever,

EM. TIBBAUT.

De Voorzitter,

L. DE LANTSHEERE.



Texte du projet de loi.

—

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi sur le Gouvernement du Congo Belge :

Art. 6. — Le premier alinéa et la première phrase du deuxième alinéa sont remplacés comme suit :

Il est institué une commission permanente de neuf membres chargée de veiller sur tout le territoire de la Colonie à la protection des indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence.

La commission est présidée par le procureur général près le tribunal d'Appel de la capitale.

Tekst van het wetsontwerp.

—

ARTIKEL 1.

De volgende wijzigingen worden gebracht in de wet op Beheer van den Belgischen Congo.

Art. 6. — Het eerste lid en de eerste zin van het tweedelid worden vervangen zooals volgt :

Er wordt eene bestendige commissie van negen leden ingesteld, belast, over het geheele grondgebied der Kolonie, te zorgen voor de bescherming der inboorlingen en de verbetering van hunne zedelijke en stoffelijke levensvoorwaarden.

De commissie wordt voorgezeten door den procureur-generaal bij de Rechtbank van beroep van de hoofdstad.

Texte proposé par la Commission.

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi sur le Gouvernement du Congo belge :

Art. 6. — Cet article est remplacé comme suit :

Il est institué une commission permanente chargée de veiller sur tout le territoire de la colonie à la protection des indigènes et à l'amélioration de leurs conditions morales et matérielles d'existence.

Le Roi fixe le nombre des membres de la Commission : il en arrête le règlement organique.

La commission est présidée par le procureur général près le tribunal d'appel de la capitale. Les autres membres sont nommés par le Roi parmi les personnes résidant sur le territoire de la colonie qui, par la nature de leurs fonctions ou occupations, paraissent spécialement qualifiées pour accomplir cette mission protectrice. La commission nomme son secrétaire dans son sein.

Elle se réunit au moins une fois chaque année; son président la convoque.

Le Roi peut diviser la Commission en sous-commissions dont il arrête le règlement organique.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ARTIKEL 1.

De volgende wijzigingen worden gebracht in de wet op het Beheer van den Belgischen Congo :

Art. 6. — Dit artikel wordt vervangen zooals volgt :

Er wordt eene bestendige commissie ingesteld, belast, over het geheele grondgebied der Kolonie, te zorgen voor de bescherming der inboorlingen en de verbetering van hunne zedelijke en stoffelijke levensvoorwaarden.

De Koning bepaalt het getal leden der Commissie : dezer organische verordening wordt door Hem vastgesteld.

De Commissie wordt voorgezeten door den procureur-generaal bij de Rechtbank van beroep der hoofdstad. De overige leden worden door den Koning benoemd onder de personen, op het grondgebied der Kolonie verblijvende, die door den aard van hun ambt of van hunne bezigheid bijzonder geschikt schijnen om deze taak van bescherming te vervullen. De Commissie benoemt haren secretaris uit hare leden.

Zij vergadert ten minste eenmaal 's jaars; zij wordt bijeengeroepen door haren voorzitter.

De Koning kan de Commissie splitsen in sub-commissiën, welker organische verordening door Hem wordt vastgesteld.

Texte du projet de loi.

Tous les ans, la Commission adresse au Roi un rapport collectif sur les mesures à prendre en faveur des indigènes. Ce rapport est publié.

Les membres de la commission dénoncent, même individuellement aux officiers du ministère public, les abus et illégalités dont seraient victimes les indigènes.

Art. 10. — Le premier alinéa est remplacé comme suit :

Aucune taxe douanière, aucun impôt ni aucune exemption d'impôt ne peuvent être établis que par décret.

Art. 12. — Le deuxième alinéa est remplacé comme suit :

Le projet de budget est imprimé et, au plus tard, le 31 octobre de chaque année, distribué aux membres des Chambres législatives par les soins du Ministère des Colonies.

Art. 15. — Le deuxième alinéa est remplacé comme suit :

En attendant, toute concession de chemins de fer ou de mines, toute cession ou concession, pour quelque durée que ce soit, de biens domaniaux d'une superficie excédant cent hectares, est consentie ou autorisée par décret.

Tekst van het wetsontwerp.

Telken jare zendt de Commissie aan den Koning een algemeen verslag over de maatregelen, ten bate van de inboorlingen te nemen. Dit verslag wordt openbaar gemaakt.

De leden van de Commissie doen, zelfs persoonlijk, bij de ambtenaren van het Openbaar ministerie aangifte van de misbruiken en onwetigheden waarvan de inboorlingen het slachtoffer mochten zijn.

Art. 10. — Het eerste lid wordt vervangen zooals volgt :

Geen tolrecht of belasting mag ingevoerd, noch eenige vrijstelling van belasting verleend worden, tenzij bij een decreet.

Art. 12. — Het tweede lid wordt vervangen zooals volgt :

Het ontwerp der begrooting wordt gedrukt en, uiterlijk den 31 October van ieder jaar, aan de leden van de Wetgevende Kamers rondgedeeld, door de zorgen van het Ministerie van Koloniën.

Art. 15. — Het tweede lid wordt vervangen zooals volgt :

Inmiddels wordt bij decreet toestemming of machtiging verleend tot elke spoorweg- of mijnconcessie, tot elken afstand of concessie, voor welken duur ook, van domeingoederen met eene oppervlakte van meer dan honderd hectaren.

Texte proposé par la Commission.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ART. 10. — Comme au projet.

Art. 10. — Zooals in het ontwerp.

ART. 12. — Comme au projet.

Art. 12. — Zooals in het ontwerp.

ART. 15. — *Cet article est remplacé comme suit :*

Une loi spéciale déterminera les règles relatives aux concessions de chemins de fer et de mines, aux cessions et aux concessions de biens domaniaux.

En attendant, *les cessions et concessions sont régies par les règles suivantes :*

Toute concession de chemins de fer ou de mines, est consentie par décret.

Les cessions ou concessions, pour quelque durée que ce soit, de biens domaniaux sont consenties et autorisées par décret :

Art. 15. — *Dit artikel wordt vervangen zooals volgt :*

Eene bijzondere wet bepaalt de regelen betreffende de concessie van spoorwegen en van mijnen, alsmede die betreffende den afstand en de concessie van domeingoederen.

Inmiddels, worden afstanden concessiën beheerscht door de volgende regelen :

Bij decreet wordt toestemming verleend tot elke spoorweg- of mijnconcessie.

Bij decreet worden toestemming en machtiging verleend tot afstand of concessie, voor welken duur ook, van domeingoederen :

Texte du projet de loi.
—

Tekst van het wetsontwerp.
—

Texte proposé par la Commission.

a) *Si les biens, situés dans le périmètre des circonscriptions déclarées urbaines par le Gouverneur général, ont une superficie de plus de 10 hectares ;*

b) *Si les biens, situés hors de ce périmètre, ont une superficie de plus de 500 hectares ;*

c) *Si la cession ou la concession a une superficie de plus de 10 hectares et est faite à titre gratuit.*

Seront déposés, avec toutes les pièces justificatives, pendant trente jours de session, sur les bureaux des deux Chambres tous projets de décret portant :

a) Concession de chemins de fer, de mines, minières ou alluvions aurifères ;

b) Cession d'immeubles domaniaux d'une superficie excédant 10,000 hectares ;

c) Concession de la jouissance d'immeubles domaniaux si la superficie excède 25,000 hectares et si la concession est consentie pour plus de trente ans.

Pour déterminer le maximum de superficie prévu aux alinéas qui précèdent, il est tenu compte des cessions ou concessions de biens domaniaux dont le concessionnaire ou le cessionnaire a bénéficié antérieurement.

Toutefois cette disposition ne s'applique pas aux cessions et aux concessions de biens domaniaux faits à titre onéreux aux conditions générales et suivant le tarif prévu par les règlements sur la vente et la location des terres, pourvu qu'elles ne dépassent pas deux hectares.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

a) *Indien de goederen, gelegen binnen den omtrek van de omschrijvingen, die stedelijk zijn verklaard door den Gouverneur-generaal, eene oppervlakte van meer dan 10 hectaren hebben ;*

b) *Indien de goederen, buiten dien omtrek gelegen, eene oppervlakte van meer dan 500 hectaren hebben ;*

c) *Indien de afstand of de concessie eene oppervlakte van meer dan 10 hectaren heeft en voor niet is geschied.*

Gedurende dertig dagen van het zittingsjaar worden, met al de stukken tot staving, op het bureel van de beide Kamers neergelegd alle ontwerpen van decreten houdende :

a) Concessie van spoorwegen, mijnen, graverijen of goudhoudende aanslibbingen ;

b) Afstand van domeingoederen met eene oppervlakte van meer dan 10,000 hectaren ;

c) Concessie van het genot van domeingoederen, indien de oppervlakte daarvan 25,000 hectaren te boven gaat en indien de concessie voor meer dan dertig jaren is verleend.

Tot bepaling van het maximum van oppervlakte bij de voorgaande alinea's voorzien, wordt rekening gehouden met den afstand of de concessie van domeingoederen, vroeger aan den verkrijger of aan den concessionnaris verleend.

Evenwel is deze bepaling niet van toepassing op den afstand en de concessie van domeingoederen, ten bezwarenden titel gedaan onder de algemeene voorwaarden en volgens het tarief voorzien bij de verordeningen op het verkoopen en het verhuren van gronden, mits zij twee hectaren niet te boven gaan.

Texte du projet de loi.

Art. 18. — Cet article est remplacé comme suit :

Après avoir été désignés provisoirement pour une période dont la durée ne peut excéder trois ans, les magistrats de carrière sont nommés définitivement par le Roi pour un terme de dix ans.

Toutefois, dans les cas prévus par décret, ils peuvent être nommés définitivement par le Roi sans avoir été désignés à titre provisoire.

Le Roi a le droit de suspendre et de révoquer le procureur général près le tribunal d'Appel.

Il ne peut suspendre ou révoquer les autres magistrats de carrière définitivement nommés que sur la proposition du procureur général, pour les causes prévues par décret et de l'avis conforme du tribunal d'Appel. A l'expiration de leur terme de dix ans, les magistrats de carrière sont admis à la pension.

A l'exception des magistrats du parquet et des magistrats-suppléants autres que les juges-suppléants d'Appel, les magistrats de carrière définitivement nommés ne peuvent plus être déplacés sans leur consentement que pour des besoins urgents et par mesure provisoire. Dans tous les cas de déplacement, les magistrats de carrière définitivement

Tekst van het wetsontwerp.

Art. 18. — Dit artikel wordt vervangen zooals volgt :

Na voorloopig te zijn aangewezen voor een tijdperk van ten hoogste drie jaren, worden de eigenlijke magistraten door den Koning voorgoed benoemd voor een termijn van tien jaren.

Evenwel, in de gevallen bij decreet voorzien, kunnen zij door den Koning voorgoed benoemd worden zonder voorloopig te zijn aangewezen.

Aan den Koning behoort het recht, den procureur-generaal bij de Rechtbank van beroep te schorsen en te ontslaan.

De overige eigenlijke magistraten, voorgoed benoemd, mag hij slechts schorsen of ontslaan op voordracht van den procureur-generaal en wel om de redenen bij decreet voorzien en op eensluidend advies der rechtbank van beroep. Na afloop van hunnen diensttijd van tien jaren worden de eigenlijke magistraten tot het pensioen toegelaten.

Met uitzondering der magistraten van het parket en der plaatsvervangende magistraten behalve de plaatsvervangende rechters van beroep, mogen de eigenlijke magistraten, voorgoed benoemd, niet worden verplaatst zonder hunne toestemming, tenzij het dringend noodig is en bij wijze van voorloopigen maatregel. In alle gevallen van

Texte proposé par la Commission.

Tout acte accordant une concession la limitera à un temps déterminé, renfermera une clause de rachat et mentionnera les cas de déchéance.

Art. 18. — La disposition suivante est insérée après l'alinéa 1 :

Toutefois, dans les cas prévus par décret, ils peuvent être nommés définitivement par le Roi sans avoir été désignés à titre provisoire.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

Elke akte, houdende verleening van eene concessie, beperkt deze tot een bepaalden tijd, behelst een beding van naasting en duidt de gevallen aan, waarin zij vervalt.

Art. 18. — Na de eerste alinea wordt de volgende bepaling opgenomen :

Evenwel, in de gevallen bij decreet voorzien, kunnen zij door den Koning voorgoed benoemd worden zonder voorloopig te zijn aangewezen.

Texte du projet de loi.

nommés reçoivent un traitement au moins équivalent à celui qui était attaché à leurs anciennes fonctions.

Les traitements, congés et pensions sont fixés par décret.

ART. 2.

La présente loi entrera en vigueur, en Belgique et au Congo Belge, le quatre-vingt-dixième jour après celui de sa publication au *Moniteur*.

Tekst van het wetsontwerp.

verplaatsing, ontvangen de eigenlijke magistraten, voorgoed benoemd eene jaarwedde ten minste gelijkstaande met die, aan hun vroeger ambt verbonden.

De jaarwedden, verloven en pensioenen worden bij decreet vastgesteld.

ART. 2.

Deze wet zal in België en in den Belgischen Congo in werking treden den negentigsten dag na dezen waarop zij door den *Moniteur* werd bekend gemaakt.

Texte proposé par la Commission.

Tekst door de Commissie voorgesteld.

ART. 2.

Comme au projet.

ART. 2.

Zooals in het ontwerp.